

# ***La société créative, pour tous***

***Une contribution pour  
le nouveau modèle de développement***

**groupe : Civilisations numériques**

**date : Avril 2010**

## Qu'est-ce qu'une société créative ?

La société que nous voulons, la société créative, est une société qui donne à chacun la chance et la capacité, non seulement de construire son propre destin, mais aussi d'agir pour le bien commun. C'est une société qui invente sans cesse des idées neuves pour répondre aux aspirations de ceux qui la composent, et aux défis auxquels elle fait face. Dans ce but, elle s'appuie sur toutes les énergies, sur toutes les imaginations : celles des entrepreneurs, des militants associatifs, des chercheurs, des salariés du privé comme du public, des artistes, des retraités... bref, de tous les citoyens. Surtout, elle ne les laisse pas seuls. Une société créative facilite l'expression et l'échange des idées, les collaborations de tous types, les expérimentations et leur analyse. Elle soutient les initiatives les plus fécondes, elle étend les expériences qui marchent. La puissance publique a un rôle essentiel à jouer pour susciter et marier ces énergies. Elle doit s'appuyer sur le désir et la capacité d'un nombre croissant de citoyens de devenir acteurs de leur présent et de leur avenir : de produire localement la réponse à des besoins locaux ; de coproduire des services et des biens publics ; de mettre en œuvre des solidarités locales ou globales ; d'oser formuler et expérimenter des idées neuves... La puissance publique doit à la fois impulser le mouvement et reconnaître ce que la société invente de riche. Elle doit à la fois inciter et faciliter, consolider et étendre les expériences réussies, mutualiser les énergies, évaluer, réguler là où c'est nécessaire. Elle devra pour cela inventer de nouveaux instruments et définir de nouvelles formes de collaboration avec les acteurs économiques et sociaux.

Partout, en France et dans le monde, des groupes de citoyens, des nouveaux types d'entrepreneurs, des réseaux d'échange, **expérimentent de nouvelles manières de produire, de vivre ensemble, de partager des ressources communes...** Ce foisonnement d'expériences résulte d'un triple mouvement : la prise de conscience de l'impératif écologique, qui exige une approche systémique et globale ; l'autonomisation croissante de la société vis-à-vis de ses institutions ; et la mise en réseau des individus, des organisations et des entreprises. Il présente en revanche l'aspect contradictoire d'une extension continue de l'emprise du marché, et d'une vitalité sociale qui lui invente sans cesse des alternatives, à petite ou grande échelle.

Nous, progressistes, devons reconnaître, encourager, mais aussi orienter ces dynamiques dans un sens solidaire et écologique. L'action publique y sera indispensable, mais elle devra s'inventer de nouveaux instruments et définir de nouvelles formes de collaboration avec les acteurs économiques et sociaux. Un nouveau modèle de développement n'émergera pas sans la participation, l'implication de tous, acteurs publics, entreprises, tiers secteurs et citoyens. Dans ce but, notre objectif doit être **d'augmenter la capacité de toute la société à prendre en mains ses besoins, à y inventer et en coproduire des réponses - bref, à innover.** D'inventer une « société créative pour tous ».

# L'innovation au cœur

Nous ne pouvons pas produire demain comme hier ; nous ne pouvons espérer répondre à la complexité des attentes sociales avec les instruments traditionnels. Les outils et même les indicateurs de la croissance durable restent en bonne partie à inventer : il faut donc innover. **Mais l'innovation qui nous intéresse est à la fois sociale, technologique et économique.** Elle n'est pas le fait des seules entreprises, ni des seuls chercheurs, mais de toute la société.

**D'un point de vue économique,** la compétition repose aujourd'hui avant tout sur la capacité d'innovation. La mise en réseau des entreprises, la part croissante de l'immatériel dans la production, raccourcissent les cycles et segmentent les marchés en une multitude de niches. Plus que par la recherche d'économies, c'est par leur capacité d'innovation que les entreprises et les économies se différencient. Et cette innovation elle-même a changé : permanente (cf le progrès vertigineux des performances des ordinateurs dont la puissance double tous les 18 mois depuis 30 ans), de plus en plus rapide (18 mois aujourd'hui pour développer une voiture, contre trois ans dans les années 1990) et surtout plus ouverte à des acteurs nouveaux - jusqu'aux consommateurs et citoyens. Une innovation donnée ne procure plus de rente durable : c'est la capacité d'innover en continu et de s'insérer dans un écosystème d'innovation qui procure un avantage compétitif soutenable. Par exemple, l'interface initiale de l'iPhone a été imitée en mois de 18 mois par les concurrents d'Apple ; mais dans le même temps, la firme à la pomme a sorti deux nouvelles générations de son « smartphone », maintenant son avantage concurrentiel. Mais l'innovation n'est pas seulement un enjeu économique. Elle est tout aussi centrale pour incorporer au cœur du modèle de développement les impératifs écologiques et sociaux.

**L'enjeu écologique** complexifie l'arbitrage déjà difficile entre objectifs économiques et sociaux. Le cadre traditionnel des politiques publiques peine à éviter que ces objectifs d'égale importance n'entrent en conflit, ou pire, que les politiques écologiques ne soient ressenties par les citoyens comme technocra-

tiques, ou productrices de nouvelles inégalités. Pourtant, des acteurs - que l'on n'attendait pas forcément sur le terrain de l'innovation - apportent des débuts de réponse. C'est un afficheur, JC Decaux, qui, en collaboration avec des villes socialistes, a inventé Velov' et Velib' ; le covoiturage se développe à partir d'initiatives de chercheurs, de jeunes entreprises et d'associations, et non des transporteurs publics ; ce sont des agriculteurs, et non des distributeurs, qui ont inventé avec les AMAP des moyens nouveaux de rendre les produits biologiques accessibles aux urbains à des prix raisonnables...

L'action publique seule ne parviendra pas non plus à répondre à la complexification des **enjeux sociaux** - vieillissement de la population, transformation continue des métiers, précarité, diversification (voire individualisation) des besoins et des parcours de vie... **Il lui faudra faire appel à d'autres énergies et imaginations, locales et globales, associatives et entrepreneuriales.** Des expériences émergent, en France et chez nos voisins, qui réinventent le lien social et renforcent l'autonomie de chacun. L'association Reconnect, créée par un ancien consultant, propose des moyens qui permettent aux personnes en situation d'exclusion de rester joignables. Les « babayagas » inventent un espace de vie autogéré pour personnes âgées qui, au lieu de les retirer du monde, devient un lieu d'animation et de vie citoyenne locale. Au Royaume-Uni, le programme inControl permet aux personnes dépendantes de **coproduire leur dispositif d'aide et d'en gérer elles-mêmes le budget**, tout en s'inscrivant dans un dispositif de médiation qui assure la cohérence du système avec les objectifs fixés par la collectivité. Partout dans le monde, des Systèmes d'échange locaux (SEL) organisent, dans une communauté, l'échange multilatéral de biens, de services, et de savoirs. Et l'on connaît l'importance sociale et économique du microcrédit.

Face à cette complexité, le réflexe de la droite est de s'en remettre au marché, censé être plus efficace et plus capable de répondre à la diversité et à l'évolution des besoins et des situations. Mais il ne nous a pas fallu attendre la crise, ni Copenhague, pour **affirmer que le marché ne saura pas de lui-même prendre en compte l'enjeu écologique dans sa dimension systémique, pas plus qu'il n'aura à cœur les nécessaires solidarités.**

# Des écosystèmes d'innovation...

Nous avons et nous continuerons d'avoir des politiques de recherche, des politiques de soutien à l'innovation économique et technique, des politiques culturelles, des politiques éducatives. Mais celles-ci fonctionnent d'une manière exagérément cloisonnée, sauf peut-être lorsqu'il s'agit de rapprocher la recherche des besoins des marchés. Au cloisonnement des politiques répondent ceux des secteurs économiques ou ceux des disciplines de recherche. Or **les innovations qui comptent émergent presque toujours au croisement de plusieurs métiers et domaines de connaissance**. Nous devons lever ces barrières, favoriser toutes les formes de collaboration. Les pôles de compétitivité ont, pour les meilleurs d'entre eux, commencé à le faire, mais ils demeurent souvent trop étroitement sectoriels et trop exclusivement focalisés sur l'innovation à vocation économique. **L'innovation a besoin de lieux d'échange et de partage, de dispositifs de coopération, de mutualisation active de moyens et d'expériences, et de pouvoir rapidement s'essayer auprès des publics auxquels elle se destine**. Elle doit aussi pouvoir se discuter, se débattre : toute innovation n'est pas systématiquement univoque ni nécessairement positive.

**Nous devons construire des « écosystèmes »**, des dispositifs, des espaces (virtuels comme physiques) d'échange, de collaboration, de mutualisation de moyens et de mise en visibilité de projets et d'initiatives, qui favorisent l'innovation sous tous ses aspects, sociaux, économiques et technologiques. Ces écosystèmes sous-tendent les marchés sur lesquels se développe l'innovation économique, mais ils ne se résument pas à ces derniers et sont tout aussi bien porteurs d'innovation sociale, culturelle ou intellectuelle. À ne vouloir voir que les marchés - œillère traditionnelle de la droite -, et pas tout ce qui les autorise et les complète, on s'interdit de les orienter, au bénéfice de la société.

Ces écosystèmes permettront la fécondation entre des acteurs multiples et divers : des innovateurs qui expérimentent, des consultants qui conseillent, des

chercheurs et universitaires qui réfléchissent et explorent, des associations de parties prenantes qui formulent leurs demandes ou attentes, des acteurs publics qui fixent des objectifs (sociaux, sanitaires, environnementaux...), des étudiants qui font des stages et apportent des idées, du capital-risque pour financer et aider à définir les projets à vocation économique, des plus grandes entreprises qui aident, fournissent des modèles et investissement, des incubateurs, des financeurs publics ou des fondations pour soutenir des projets à but non lucratif...

Ces écosystèmes émergent déjà en Europe et en France, grâce notamment à l'action des Régions socialistes. Plus d'une centaine de « *living labs* » ambitionnent de « contribuer à l'émergence d'un nouveau système d'innovation dont les utilisateurs et les citoyens sont des acteurs plutôt que des destinataires passifs ». Sous le nom de « ruches », « cantines », etc., des espaces coopératifs informels destinés aux innovateurs de tous genres se créent dans plusieurs villes de France. *Des Fab Labs*, « ateliers de production de presque tout », rassemblent logiciels de conception assistée par ordinateur, machines à commande numérique, matériel électronique « libre » et une diversité de compétences, pour faciliter l'invention des objets de demain et explorer des formes de relocalisation de la production. Les « résidences » de la 27<sup>e</sup> Région (un projet de l'Association des régions de France) installent des jeunes designers et sociologues là où existe un enjeu d'innovation publique et sociale : un campus scolaire en rénovation, une maison de santé à réinventer, un quartier en renouvellement urbain... Les conférences de consensus, les réseaux d'échange de savoirs, les méthodes de créativité collective, font également partie de cette floraison de nouveaux espaces de création et de coopération.

**Un écosystème ne se contente pas de juxtaposer des projets ou des individus**. Il s'organise autour de services et des lieux qui permettent et encouragent les échanges : des services et des ressources en commun, des lieux de travail et de rencontre, des événements collectifs, etc. Le créer, constituer autour de lui une communauté d'acteurs, le faire vivre, exige un véritable savoir-faire, et un soutien public puisque c'est par externalité positive qu'un tel éco-

système contribue à la richesse bien plus que par la vente de prestations.. L'État donc doit **compléter ses dispositifs verticaux par le soutien à la création et au fonctionnement de tels écosystèmes.**

## ... à la grande échelle.

On considère généralement que la France sait produire des entreprises innovantes, mais pas les transformer en grands succès. C'est pour partie une illusion d'optique produite par la domination américaine sur les industries numériques, les plus visibles ces dernières années : dans plusieurs secteurs, tels que la grande distribution, l'énergie, les transports, la restauration collective, les télécommunications... des entreprises françaises font partie des leaders mondiaux et sont considérées comme réellement innovantes. Mais il est vrai que les petites entreprises ont plus de mal qu'ailleurs à franchir l'étape des premiers développements commerciaux. Il est également vrai que les grands acteurs ne s'intéressent pas suffisamment à ce que font les petits : une étude récente montrait l'immense majorité des jeunes entreprises issues de la recherche française finissaient par se faire racheter... par des grandes entreprises américaines !

Des réponses ont été proposées depuis longtemps, en particulier autour de l'idée de faciliter l'achat de solutions innovantes par les grandes entreprises et les administrations. Mais ceci ne se décrète pas. Là encore, **c'est en organisant très en amont la collaboration entre les innovateurs et d'autres acteurs, qu'il s'agisse d'entreprises de même taille ou de grands partenaires, que l'innovation technique et économique passera à l'échelle.**

**L'innovation sociale n'est pas non plus condamnée à la petite échelle.** Que l'on pense à Wikipedia, produite par des millions d'auteurs bénévoles, et devenue un outil de travail quotidien pour des dizaines de millions de gens, dans une cinquantaine de langues ; aux logiciels «libres», donc librement copiables et modifiables, coproduits par des groupes allant d'une dizaine à plusieurs milliers de programmeurs, qui ont

durablement transformé l'industrie du logiciel ; aux associations de malades, qu'il s'agisse du Sida ou de nombreuses «maladies orphelines», qui ont changé le regard sur ces maladies et directement contribué à la recherche médicale, puis au débat sur les médicaments génériques...

Les plates-formes sur lesquelles se fondent les écosystèmes d'innovation peuvent exister à différentes échelles. L'action publique doit chercher à les faire exister localement, mais aussi à les fédérer, faciliter l'échange et le passage à l'échelle. Elle peut également **repenser certains dispositifs publics dans l'objectif de donner plus de place à l'initiative en leur sein** : ainsi, les systèmes britanniques d'aide sociale se reconfigurent-ils pour rendre possible l'individualisation des plans d'aide. Leur rôle n'est plus d'activer un ensemble de services publics désignés à l'avance, mais d'assister les personnes dans la construction de leur propre plan, de référencer et labelliser des prestataires (publics, associatifs et privés) et d'en contrôler la prestation, d'organiser la cohérence de l'ensemble, de définir des priorités...

## Une condition : développer et défendre de nouveaux « communs »

L'innovation distribuée a besoin d'un large socle de gratuité et de partage, sans lequel il ne se passera rien : de connaissances, d'informations et de données, de savoir-faire, d'outils et d'espaces d'échange, d'infrastructures matérielles et immatérielles.

**C'est un vrai clivage politique.** La privatisation et la marchandisation des éléments vitaux pour l'humanité et pour la planète, s'étendent désormais aux connaissances, aux cultures, à la santé, à l'éducation, aux communications, au patrimoine génétique, au vivant et à ses modifications... Ces mouvements produisent de la dépendance (alimentaire, sanitaire, culturelle), des monopoles, de la pauvreté et de l'uniformité. En rejetant la loi Hadopi, en votant au Parlement européen « l'amendement Bono », en s'op-

posant à la brevetabilité du vivant, les socialistes se sont engagés dans une autre voie. Il s'agit désormais de **considérer le développement, l'extension et la défense des « communs », ces biens et espaces collectifs accessibles à tous et qui échappent au marché, comme un objectif politique et économique de premier rang. De ne plus voir le « hors marché » (qui n'est pas « anti marché ») comme résiduel, mais comme premier.**

La distinction entre ce qui relève du marché et ce qui relève des communs doit donc faire l'objet d'un débat démocratique majeur. D'ores et déjà, on peut penser à de nombreuses ressources naturelles, aux technologies et aux savoir-faire (médicaments génériques, standards ouverts, logiciels libres, etc.), aux données publiques, à partir desquelles tant de connaissances, de débats et de nouveaux services émergeront, à la connaissance scientifique et à la création : s'engager en faveur de la « science ouverte » et des ressources éducationnelles ouvertes, favoriser des usages ouverts du droit d'auteur.

**Les « communs » ont de nombreuses sources.** La nouveauté, peut-être, tient en effet à ce que ces « communs » qu'il devient si important de développer et défendre, ne sont pas nécessairement produits par des acteurs publics. Une politique qui s'attache au développement des biens communs doit savoir soutenir des projets de toutes origines qui poursuivent cet objectif, qu'il s'agisse des « logiciels libres », de manuels scolaires collaboratifs tels que Sesamaths ou de l'encyclopédie Wikipedia. Elle doit également (comme le font l'administration Obama ou le gouvernement de Gordon Brown) mettre à disposition les données et les documents que produisent les administrations pour que d'autres en inventent des usages socialement féconds.

## Une exigence : transformer l'éducation et la formation

Dans un « nouveau modèle » fondé sur l'accès de tous à des capacités de construire leur présent et

leur avenir, la non-linéarité des vies professionnelles doit devenir un but plutôt qu'une souffrance. Cela ne va pas de soi : aujourd'hui, la plupart des Français la subissent, soit sous la pression de leurs employeurs, soit au travers de périodes de chômage souvent suivies d'un déclassement.

Inventer une sécurité professionnelle dans des itinéraires choisis et non subis constitue un objectif politique de premier ordre. Cela passe par des politiques sociales, mais aussi par une politique éducative, tout au long de la vie et qui - contrairement, il faut bien le dire, à la tendance dominante d'aujourd'hui - mette **l'accent sur la créativité et l'initiative**, tant des enseignants que des apprenants.

Nous devons profondément transformer les conditions dans lesquelles les Français, tout au long de leur vie, acquièrent, mobilisent et valorisent leurs connaissances et leurs compétences. Nous devons **inclure dans le « socle de connaissances » la capacité d'apprendre de nouvelles connaissances et de transmettre celles que l'on possède**, ainsi que la capacité - dans un monde où elle surabonde - de rechercher, trier, évaluer, exploiter et transformer l'information. Les méthodes pédagogiques, du plus jeune âge à la formation continue, doivent davantage **mettre l'accent sur l'initiative et la créativité**, sur l'apprentissage dans l'action, sur la pluridisciplinarité et sur le travail collectif. En tissant en continu travail et formation et en reconnaissant et valorisant les compétences acquises par l'expérience (y compris hors du cadre professionnel), nous devons **casser la séparation entre l'acquisition des connaissances (« périodes de formation », voulues ou obligées) et leur mobilisation (« travail »)**. Nous devons valoriser les connaissances informelles ou issues de l'expérience.

## Un impératif : la démocratisation des choix

La confiscation de l'innovation par un cartel de grandes entreprises capables d'influencer la décision publique, l'entreprise d'alignement des organismes de recherche et d'enseignement supérieur sur les

thématiques ainsi dictées à la puissance publique, à travers la définition bureaucratique de leurs objectifs<sup>1</sup>, sont contradictoires avec le développement de la société créative. La reconquête de l'autonomie des chercheurs est donc à l'ordre du jour. Mais autonomie ne peut se traduire par irresponsabilité vis-à-vis de la société. Simplement, **au lieu de vouloir imposer leur agenda aux chercheurs, il faut les associer aux citoyens et aux acteurs économiques et sociaux pour co-produire des agendas de recherche** et rassembler les moyens associés. Les écosystèmes d'innovation et les communs ont eux aussi leurs facettes scientifique et technique.

En effet, l'innovation socio-technique nous place face à une alternative entre :

- **l'autoritarisme technologique**, une société où les grands producteurs publics et privés de technologies dominent les citoyens - c'est-à-dire où plus personne ne peut plus rien faire sans passer sous les fourches caudines de dispositifs techniques et organisationnels opaques et distants<sup>2</sup> ;
- et le **progressisme technologique**, une société où chacun peut s'appuyer sur des ressources techniques disponibles, notamment mais pas seulement en ligne, pour renforcer sa puissance d'agir, sans avoir à aliéner ses données personnelles, son autonomie ni sa liberté.

Ce clivage traverse la sphère technique. Ainsi, l'internet n'a pas du tout le même sens selon que ce qui transite par les réseaux peut être épié par les opérateurs et censuré par les États ou pas. Les biotechnologies peuvent aliéner les agriculteurs (à l'instar des semences OGM stériles qui nécessitent d'être rachetées chaque année) ou les libérer. De même les nanotechnologies. Il n'y a pas non plus une seule politique d'innovation en matière énergétique : la question du nucléaire, mais aussi celle de la production de l'énergie considérable nécessaire à la production de panneaux solaires, en témoignent. La robotique vue comme une solution à la dépendance peut conduire à la « solitude augmentée » de la personne dépendante rendue autonome, mais aussi invisible, au reste de la société, ou à la « solidarité augmentée » si elle permet à la personne dépendante de réintégrer le corps social. Les choix technologiques sont des choix politiques - nous ne pouvons l'ignorer

au pays du nucléaire. Le financement public de la recherche, l'encadrement éthique de la recherche par la loi, les politiques de soutien à l'innovation et à la diffusion, le choix des filières d'excellence à favoriser en Europe et en France, peuvent aujourd'hui être instrumentalisés par les acteurs dominants de la première branche de l'alternative, ou mis au service du renforcement de la seconde. Nous devons donc **réinvestir politiquement le champ technologique sur un mode qui ne soit pas celui de l'acceptation sociale des technologies**<sup>3</sup> mais du pilotage unifié de l'innovation technologique et de l'innovation sociale, pour ouvrir une voie politique nouvelle, indispensable à l'émergence de la société créative.

Pour que les citoyens aient les moyens de participer à ces choix, **les chercheurs doivent enfin assumer un nouveau devoir, celui de diffuser et vulgariser**, considéré comme une nouvelle tâche aussi noble que celle de transmission (l'enseignement) et celle de production (recherche, innovation). Si cela figure dans les statuts de nombreux organismes scienti-

---

1. *L'évolution actuelle du monde de la recherche semble s'acharner à ressembler à la vision apocalyptique que dressait - comme un repoussoir - le grand physicien hongrois Léo Szilard dès 1961 : « Créez une fondation, dotée de trente millions de dollars par an. Les chercheurs impécunieux pourraient demander une subvention, à condition que leurs arguments soient convaincants. Organisez dix comités, composés chacun de douze savants, et donnez-leur pour tâche de transmettre ces demandes. Enlevez à leurs laboratoires les savants les plus actifs et nommez les membres de ces comités. (...) Les meilleurs savants passeraient leur temps dans les comités à transmettre les demandes de subventions. Ensuite, les travailleurs scientifiques impécunieux s'appliqueraient à résoudre des problèmes fructueux qui leur permettraient presque certainement d'arriver à des résultats publiables. Il est possible que la production scientifique s'accroisse énormément pendant quelques années mais, en ne recherchant que l'évident, la science serait bientôt tarie. Elle deviendrait quelque chose comme un jeu de société. Certains sujets seraient considérés comme intéressants, d'autres non. Il y aurait des modes. Ceux qui suivraient la mode recevraient des subventions, les autres, non. Et ils apprendraient bien vite à suivre la mode. » (La Voix des Dauphins, Présence du Futur - Denoël, 1962).*

2. Moneo, *Sesame Vital* ou l'asservissement croissant des personnels d'agences bancaires de proximité à leur système d'information en sont d'excellents exemples puisqu'ils imposent, pour réaliser des échanges locaux, l'utilisation d'un système technique fermé et la sollicitation d'un « centre » distant des acteurs.

3. Robert Oppenheimer, le père de la bombe atomique, regrettait que les discussions éthiques sur la bombe à hydrogène aient de fait pris fin dès l'instant que la faisabilité de cette dernière eût été démontrée. C'est bien la preuve que la réflexion politique doit irriguer, et non accompagner, le développement technologique : quand la boîte de Pandore est ouverte, on n'a plus le loisir de la refermer - autant ne pas se tromper de boîte !

fiques, force est de reconnaître que cela reste trop souvent un vœux pieux, malgré les efforts des pionniers. Cela permettrait par d'ailleurs d'inscrire dans le paysage institutionnel les riches expériences des universités populaires ou de « tous les savoirs », par exemple.

## Un nouveau positionnement de l'action publique

Décrire un «nouveau modèle de développement» adapté au monde d'aujourd'hui et aux aspirations sociales, ce n'est pas seulement décrire un état idéal, mais aussi - surtout - un processus. Un processus qui, en son cœur, associe la société et ceux qui la composent à la conception et la production des produits, des services, des cycles économiques, des trajectoires de vie, des politiques publiques. Il ne s'agit pas seulement de démocratie participative, même si celle-ci doit aussi devenir la norme d'une action politique socialiste : les citoyens ne sont plus seulement conviés à discuter, mais à imaginer et agir par eux-mêmes.

Vouloir cela ne signifie pas placer l'action publique en situation de spectateur et d'accompagnateur. **L'intervention publique est indispensable pour fixer des ambitions, proposer des objectifs, créer ou soutenir les «écosystèmes» d'innovation ouverte, développer et protéger les « communs ».** Elle doit favoriser les échanges et les interconnexions, aider les initiatives les plus fécondes à s'appliquer ailleurs, voire à se généraliser. Elle doit aussi jouer un rôle de régulation et d'évaluation : toutes les innovations ne produisent pas des résultats bénéfiques, et ces résultats s'observent parfois a posteriori plutôt qu'a priori.

Les leviers traditionnels de l'action publique, en particulier ceux de l'État, sont cependant mal adaptés à de tels objectifs. Nous devons **inventer un positionnement différent de l'action publique** : créer des espaces «hors marché» qui visent à mettre le plus grand nombre en capacité d'agir ; favoriser la diversité des réponses économiques, sociales et écologiques, tous en définissant le cadre dans lequel

elles partagent, s'étendent et trouvent leur cohérence ; soutenir, mutualiser, partager, aider à faire plutôt que faire soi-même. Lorsque l'État soutient, il doit le faire en confiance, en évaluant certes, mais en admettant également qu'un projet, qu'il s'agisse de recherche ou d'innovation, est appelé à évoluer, à se transformer dans le temps. Enfin, l'État doit aussi s'appliquer à lui-même l'impératif d'innovation ouverte. **Sous prétexte de modernisation, la Révision générale des politiques publiques (RGPP) bloque toute innovation à visée autre que comptable et retire tout droit d'initiative aux fonctionnaires.** Faire confiance à la société commence, pour les acteurs publics, par faire confiance à leurs propres agents !

**L'objectif écologique s'ajoute aux enjeux économiques et sociaux pour créer un nouvel ordre de complexité ; la société s'émancipe des institutions publiques : voilà les deux déterminants de la métamorphose en cours. La gauche a tous les atouts pour s'en saisir et proposer à la France un modèle puissant, novateur, efficace et désirable : la société créative, pour tous.**